



**Die Gewerkschaft.  
Le Syndicat.  
Il Sindacato.**

# INFORMATION ECONOMIQUE

## III /2014

D. Lampart / J. Corpataux (SGB/USS)

**Résumé :** Depuis le printemps dernier, le climat économique, en particulier en Europe, s'est détérioré. Le ralentissement n'est que léger et transitoire et certains indicateurs montrent des signes d'amélioration (chômage en recul, capacités de production en légère augmentation). Dans les pays en crise de la zone Euro, une demande intérieure toujours insuffisante continue à poser problème. Au niveau mondial, les États-Unis vont jouer le rôle de locomotive et la croissance devrait se poursuivre. En Suisse, le PIB a continué à croître mais au ralenti. Dans un contexte incertain et de franc toujours fort, l'industrie manufacturière helvétique – prise globalement – fait preuve d'une très bonne résistance. Certes, certains secteurs s'en sortent nettement mieux que d'autres. La pharma et l'horlogerie ont ainsi dépassé les niveaux d'exportations atteints avant-crise. La situation est plus difficile dans les secteurs industriels plus traditionnels (machines, papier et arts graphiques, etc.). Dans la branche touristique, la situation semble stabilisée, le potentiel de croissance demeure néanmoins très limité. Quant aux secteurs l'économie intérieure, l'activité dans la construction évolue toujours à un haut niveau. De même, dans la branche du commerce de détail. Les prévisions pour l'économie suisse ont été légèrement revues à la baisse pour 2014. Le chômage en Suisse ne devrait pas reculer.

## Information économique III/2014

<b>1. Un climat détérioré – mais des perspectives intactes.....</b>	<b>3</b>
1.1. Tassement conjoncturel léger et provisoire .....	3
1.2. La croissance de l'économie mondiale devrait se poursuivre – les Etats-Unis comme locomotive .....	4
1.3. La croissance du PIB suisse faiblit légèrement.....	6
1.4. L'économie suisse reste sur le chemin de la croissance .....	6
1.5. Persistance inquiétante du taux de chômage élevé .....	8
<b>2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives .....</b>	<b>10</b>
2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière .....	10
2.2. Évolution des exportations de marchandises .....	11
2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration .....	15
<b>3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur.....</b>	<b>17</b>
3.1. Le commerce de détail .....	17
3.2. Le secteur de la construction .....	18

Auteurs: D. Lampart et J. Corpataux

## 1. Un climat détérioré – mais des perspectives intactes

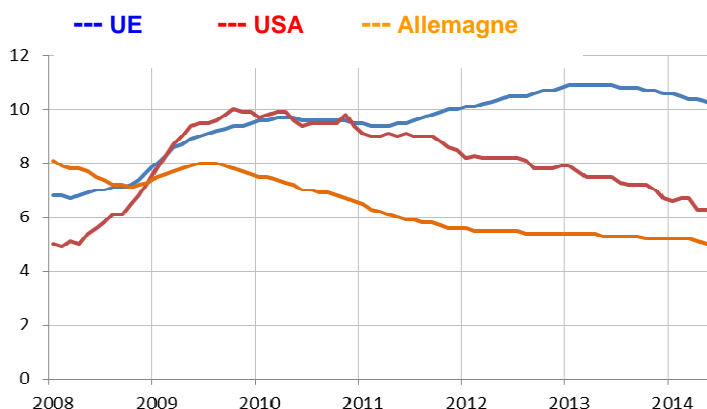
### 1.1. Tassement conjoncturel léger et provisoire

Depuis le printemps, la situation conjoncturelle s'est détériorée en Europe surtout. Au deuxième trimestre, le PIB de la zone euro a augmenté de 0.2 pour cent. Le PIB de l'Allemagne notamment, en repli de 0.2 pour cent (par rapport au trimestre précédent), a suscité des inquiétudes. Il en va de même de la France (0.0 pour cent) et de l'Italie (-0.2 pour cent), alors que l'Espagne récupère tout doucement (+0.6 pour cent). Toutefois, l'évolution négative du PIB en Allemagne est à interpréter avec une grande prudence. Car le moins provient en grande partie de la construction qui, suite à la forte croissance intervenue au premier trimestre grâce à la météorologie favorable, a été affectée négativement au trimestre suivant. Les exportations et la consommation ont continué leur progression. Si l'on exclut les effets spéciaux, la situation économique en Europe devrait se porter globalement mieux que ce qu'il n'y paraît à la lecture des statistiques du PIB. Aux Etats-Unis, la conjoncture suit un courant ascendant (+1 pour cent).

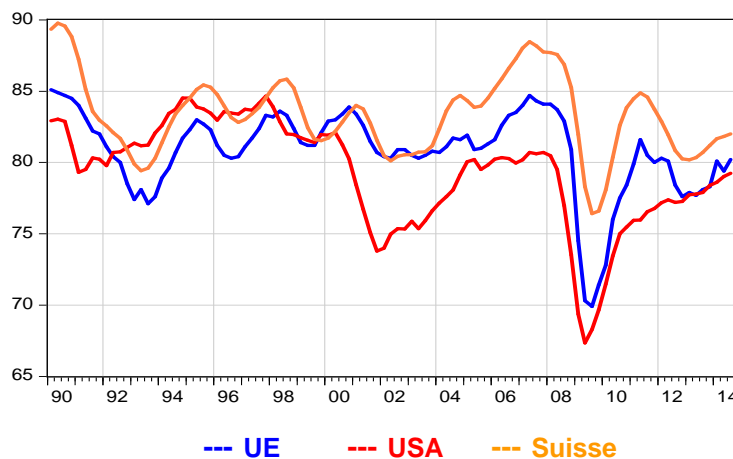
L'amélioration de la situation conjoncturelle est d'ailleurs confirmée par l'évolution du taux de chômage ou l'utilisation des capacités de production dans les entreprises. Tant au sein de l'UE qu'aux Etats-Unis, la baisse du chômage se poursuit (graphique 1.1.1). L'Allemagne aussi compte moins de chômeurs. Durant les mois d'été, le taux de chômage est même passé au-dessous du palier des 5 pour cent (4.9 pour cent en juillet). La demande croissante de marchandises et de services a permis d'améliorer un peu le rendement des capacités de production des entreprises. Néanmoins, en comparaison historique, ce rendement reste moyen (graphique 1.1.2). L'on ne s'étonne donc pas que le renchérissement ne fasse pas parler de lui. Dans la zone euro, l'inflation avoisine le zéro (+0.3 pour cent). Les capacités de production sont insuffisamment utilisées pour que les entreprises puissent imposer des hausses de prix notables. Et le chômage, toujours élevé, exclut des augmentations de salaire élevées.

Dans les pays en proie à la crise situés dans la zone euro, le problème majeur demeure la faiblesse de la demande de l'économie intérieure. Les exportations ont repris une courbe ascendante en Italie et en Espagne. En revanche, la demande nationale s'établit dans ces deux pays à plus de 10 pour cent en-dessous du niveau d'avant la crise. Les mesures d'économie des Etats aggravent la situation. A l'inverse, la politique monétaire n'aide guère. Les entreprises investiraient davantage et embaucheraient du personnel supplémentaire si elles pouvaient vendre plus. Mais pour cela, il faut que la demande soit immédiate – par exemple sous forme de mesures de relance des pouvoirs publics. Car les assouplissements dans l'attribution des crédits ne peuvent résoudre le problème qu'en partie – et encore. La reprise des exportations prouve également que l'absence de compétitivité des prix ne peut être le problème.

**Graphique 1.1.1 : Taux de chômage**  
(corrige des variations saisonnières, en pour cent)



**Graphique 1.1.2 : Rendement des capacités de production dans l'industrie**  
(en pour cent, corrigé des variations saisonnières)

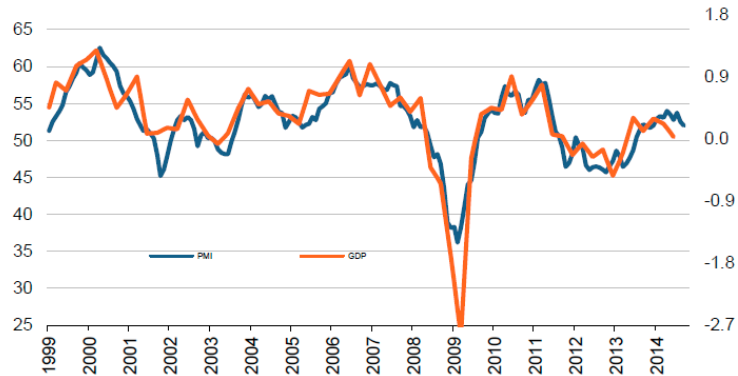


## 1.2. La croissance de l'économie mondiale devrait se poursuivre – les Etats-Unis comme locomotive

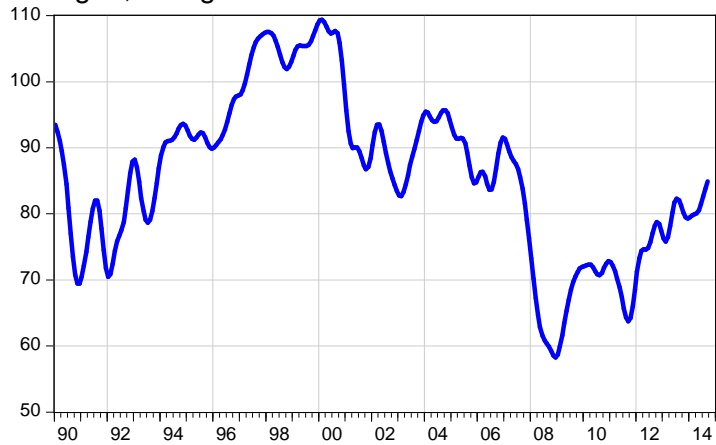
Le redressement conjoncturel de l'économie mondiale devrait se poursuivre dans un avenir proche. Certes, frappés par les crises politiques en Ukraine et au Proche-Orient, les indicateurs de climat en Europe se sont un peu dégradés. Ainsi l'indice des directeurs d'achat s'inscrit-il légèrement en repli (graphique 1.2.1). Globalement, les valeurs qui ressortent des enquêtes sont pourtant positives. L'Allemagne aussi escompte la poursuite de la reprise. La dévalorisation de l'euro par rapport au dollar, qui favorise les exportations de la zone euro, apporte un soutien appréciable. De façon générale, la reprise dans la zone euro restera faible toutefois. Tant que la politique d'austérité sera appliquée et que l'endettement du secteur privé dans les pays en crise demeurera élevé, la demande ne suffira pas pour engendrer une expansion notable. Par ailleurs, dans quelques Etats, le secteur financier est encore bancal. Les incertitudes sont palpables.

Aux Etats-Unis, les perspectives sont plus favorables. L'économie y poursuit son expansion. Les résultats favorables des sondages n'étonnent guère (graphique 1.2.2). Le chômage en baisse amplifie le pouvoir d'achat. Le rendement accru des capacités de production renforce la disponibilité des entreprises à renouveler leur parc de machines, voire à l'élargir. Quant à la baisse du prix du pétrole, elle exerce une fonction stabilisatrice sur le plan mondial. Depuis le début de l'été, le prix du baril a baissé de presque 30 dollars (graphique 1.2.3). Hors de la zone dollar, l'effondrement des prix produit un moindre effet, car en même temps le dollar s'est apprécié. Cela entraîne un recul des prix dans le commerce de détail (fioul, diesel, essence, entre autres), dont l'impact est plus faible que celui du prix du pétrole brut parce que des impôts quantitatifs doivent encore être payés. Au total, néanmoins, les ménages devront dépenser sensiblement moins pour les produits pétroliers (importés). Il reste donc davantage de pouvoir d'achat pour d'autres produits. Des effets positifs supplémentaires apparaissent dans des pays qui fabriquent leur électricité en partie avec des carburants fossiles. Par exemple en Italie ou en Espagne.

**Graphique 1.2.1 : Indice des directeurs d'achat PMI dans la zone euro**  
 (valeurs PMI supérieures à 50 = expansion, GDP = croissance PIB)



**Graphique 1.2.2 : Confiance des consommateurs aux Etats-Unis**  
 (Uni Michigan, corrigé des variations saisonnières et aléatoires)



**Graphique 1.2.3 : Prix du pétrole brut**  
 (Brent, en dollars US, données du 17.10.)



### 1.3. La croissance du PIB suisse faiblit légèrement

Les grandes incertitudes relatives à l'évolution future de la conjoncture ont laissé des traces en Suisse aussi. Plusieurs enquêtes conjoncturelles ont donné des résultats un peu moins bons. Au deuxième trimestre, la croissance de l'économie suisse s'est affaiblie (+0.2 pour cent). Point négatif remarqué : les investissements. La construction surtout n'a pas apporté de contribution appréciable à la croissance, certainement à cause de la météo. Les exportations et la consommation privée continuent quant à elles leur ascension.

Au deuxième trimestre, le PIB suisse fut remanié. Désormais, les dépenses de recherche et de développement seront considérées comme des investissements, et apporteront donc un plus au PIB. Pour l'économie suisse et son coefficient de recherche élevé, cela fera une différence. Aujourd'hui, le PIB a progressé de 6 pour cent par rapport à ce qu'il était sous l'ancienne définition.

### 1.4. L'économie suisse reste sur le chemin de la croissance

La plupart des prévisionnistes ont revu leurs pronostics légèrement à la baisse – après les avoir (pour la plupart) préalablement relevés. L'USS a maintenu sa prévision de l'an dernier, de 1.8 pour cent (tableau 1.4.1). A l'heure actuelle, les prévisions de croissance du PIB des instituts conjoncturels pour 2014 s'échelonnent entre 1.5 et 2 pour cent. Pour l'an prochain, la plupart d'entre elles sont plus optimistes et escomptent une hausse de 2 à 2.5 pour cent du produit intérieur brut. La prévision de l'USS est de 2.1 pour cent.

La reprise économique mondiale, qui se poursuit tout en restant modeste, gonfle la demande de produits d'exportation suisses (graphique 1.4.1). Cette tendance est un peu accentuée par la revalorisation du dollar, qui rend les produits suisses plus attrayants pour leurs prix dans la zone dollar. Malgré tout, le franc demeure clairement surévalué. Ces dernières semaines, il a même malheureusement gagné en force par rapport à l'euro. Selon les sondages, les entreprises d'exportation prévoient un afflux de commandes et une accélération de la production. Quant au tourisme, il a cruellement souffert de la mauvaise météo estivale. Cependant, l'on peut en principe s'attendre à une amélioration du fait de la reprise conjoncturelle à l'étranger et du raffermissement dollar. Toutefois, le niveau d'avant la crise est encore loin d'être atteint.

Par ailleurs, la Suisse aussi génère des impulsions de l'intérieur. Les taux d'intérêts restent bas tant que le franc reste franchement surévalué et que le renchérissement demeure très faible, voire inexistant. La population continue de s'accroître et les salaires réels devraient augmenter. Vient s'ajouter la baisse du prix du pétrole, qui libère du pouvoir d'achat. D'après une estimation grossière, le recul du prix du pétrole brut d'environ 20 pour cent devrait augmenter le pouvoir d'achat de 0.2 à 0.3 pour cent. Dans le domaine du fioul, la réaction devrait être un peu différée. Car les citernes sont partiellement remplies et les décomptes des charges des locataires sont établis à retardement. Les commerçants de détail s'attendent pour la plupart à enregistrer un chiffre d'affaires en hausse. Selon les enquêtes du KOF, une consolidation de haut niveau se profile dans le secteur de la construction. Toutefois, la situation commerciale dans les entreprises est meilleure qu'elle n'a jamais été depuis plus de 25 ans.

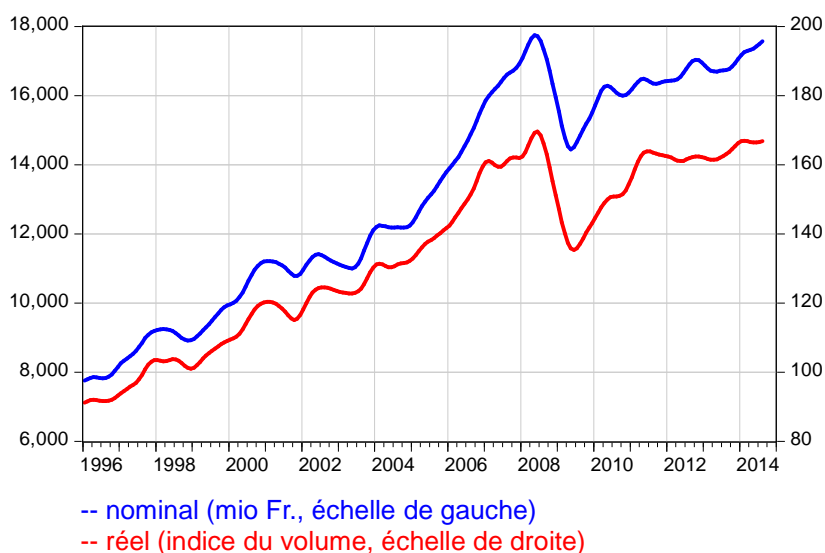
La légère amélioration sur le front des ventes pousse les entreprises à engager du personnel. Avec leurs effectifs actuels, elles peuvent couvrir environ un pour cent de croissance de la production ou du PIB, car la productivité du travail progresse chaque année en moyenne d'un pour cent environ suite à des investissements ou à la réorganisation de la production. Une croissance plus importante implique l'embauche de personnel supplémentaire. L'on notera cependant que ces derniers temps, le nombre d'employés a augmenté dans des branches du secteur tertiaire (domaine de la santé, enseignement, etc.), où la marge de manœuvre est moindre. Pour l'année en cours, l'on peut escompter une croissance de l'emploi légèrement inférieure à un pour cent (équivalents plein temps). Puisque la population en âge de travailler s'accroît, l'augmentation de l'emploi ne suffira vraisem-

blement pas à faire baisser le chômage. Pour l'instant, l'indicateur de l'USS concernant l'emploi ne donne pas lieu de prévoir un recul. Si l'on exclut les variations saisonnières (météo notamment), il est malheureusement probable que le taux de chômage en Suisse stagne.

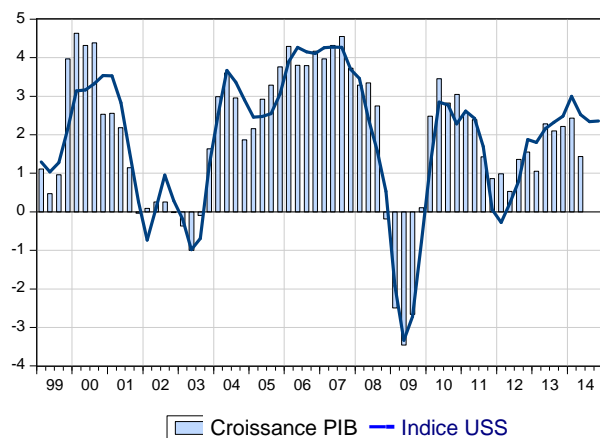
Le renchérissement des produits de consommation devrait être voisin de zéro en moyenne annuelle (prévision de l'USS pour l'indice national des prix à la consommation : 0.0 pour cent). L'année prochaine à nouveau, l'on ne devrait pas pouvoir parler de renchérissement en Suisse. Si le prix du pétrole se maintient à peu près au niveau actuel, l'on peut même s'attendre de nouveau à un renchérissement nul. Comme la statistique officielle surévalue le renchérissement car elle tient trop peu compte des changements de qualité et ne considère pas certains rabais, le niveau des prix en Suisse devrait même baisser en réalité.

### Graphique 1.4.1 : Exportations de marchandises

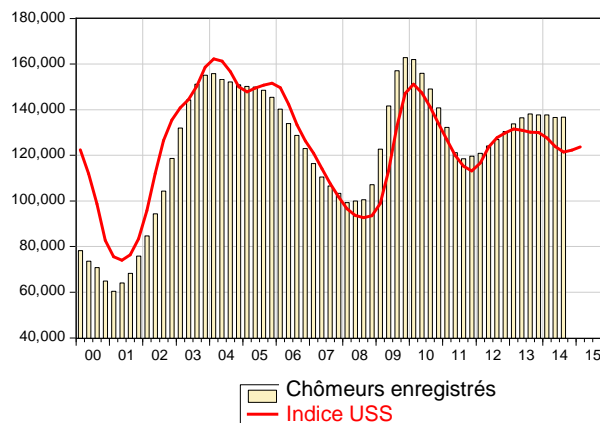
(corrige du nombre de jours ouvrables, désaisonnalisé et hors variations aléatoires)



### Graphique 1.4.2 : Indice du produit intérieur brut (variation par rapport à l'année précédente)



### Graphique 1.4.3 : Indice du niveau de chômage (chômeurs enregistrés, valeurs désaisonnalisées)



**Tableau 1.4.1: Divers pronostics conjoncturels**  
(données en pour cent)

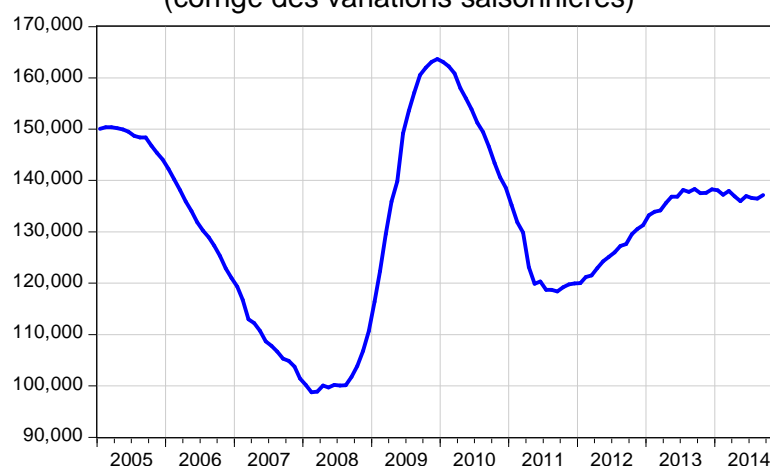
	<i>USS</i>		<i>KOF</i>		<i>Seco</i>		<i>Banque nationale suisse</i>	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015
<i>Croissance PIB</i>	1.8	2.1	1.8	2.3	1.8	2.4	1.5	-
<i>Taux de chômage</i>	3.2	3.2	3.1	2.9	3.2	3.1	-	-
<i>Renchérissement</i>	0.0	0.1	0.2	0.7	0.1	0.4	0.1	0.2

### 1.5. Persistance inquiétante du taux de chômage élevé

La Suisse compte parmi les quelques pays du monde où le chômage ne baisse pas. Depuis l'été 2013, environ 135 000 à 140 000 personnes sont inscrites au chômage (chiffres corrigés des variations saisonnières) (graphique 1.5.1). Cela correspond à un taux de 3.2 pour cent. Et rien ne porte à croire à un futur repli. L'indicateur conjoncturel de l'USS, qui s'était montré un peu trop optimiste pour les derniers trimestres, envisage même une légère hausse (graphique 1.4.3). Selon la prévision de l'USS pour le taux de chômage officiel de l'an prochain, il devrait rester élevé et se maintenir à 3.2 pour cent, mais une évolution négative ne peut s'exclure.

Dans les faits, le taux de chômage est beaucoup plus élevé, par exemple lorsque les chiffres prennent en compte les chômeurs en fin de droit. En réalité, il avoisine 4.7 pour cent. Ce n'est que très légèrement mieux qu'en Allemagne ou en Autriche, et même davantage que dans le Bade-Wurtemberg ou en Bavière (env. 4 pour cent).

**Graphique 1.5.1: Nombre de chômeurs inscrits**  
(corrige des variations saisonnières)



Au deuxième trimestre 2014, la croissance de l'emploi a un peu ralenti – passant de 1.1 à 0.7 pour cent (par rapport à l'année précédente). Cela équivaut à une augmentation d'env. 24 600 emplois à plein temps. L'affaiblissement vient notamment du secteur tertiaire. L'évolution dans le commerce de détail, le domaine de la santé et des activités sociales est frappante. Au premier trimestre, ces deux branches affichaient encore une nette augmentation de l'emploi. L'on peut se demander dans quelle mesure cette évolution va se poursuivre. Dans le commerce de détail tout du moins, à en croire les enquêtes du KOF, les entreprises veulent augmenter légèrement leurs effectifs de personnel. Dans l'industrie en revanche, les entreprises programment une légère réduction des effectifs. Pour ce qui est de la construction, les annonces positives et les négatives sont en équilibre. Dans le secteur financier, le recul devrait continuer, alors que les branches trans-



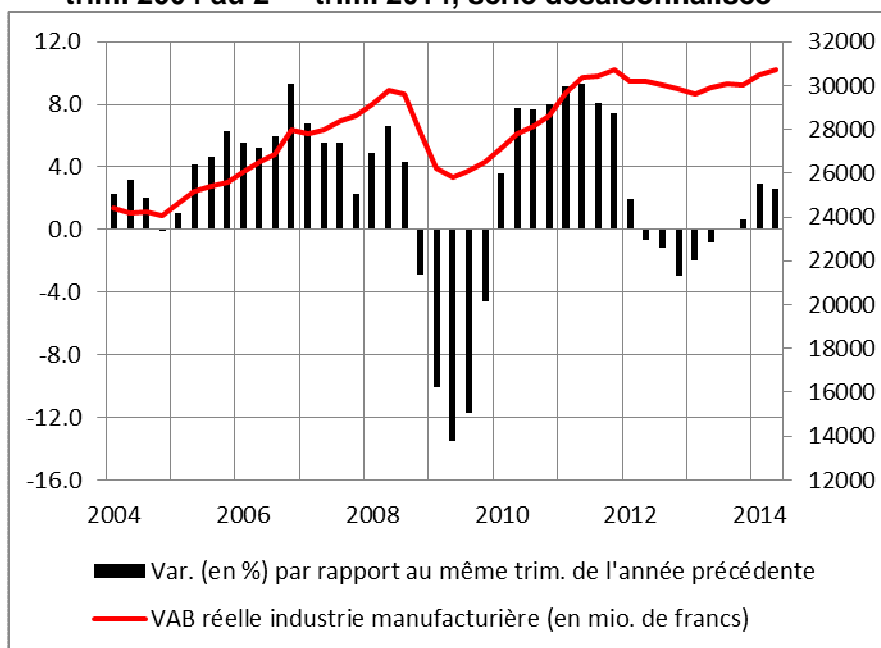
port/communication/information prévoient d'accroître légèrement leur main-d'œuvre. La météo maussade a certainement joué un sale coup à l'hôtellerie-restauration. Les annonces relativement positives d'avant l'été n'ont malheureusement pas duré. Hôtels et restaurants entendent réduire leur personnel. Par conséquent, il faut s'attendre à ce que globalement, dans un avenir proche, la croissance de l'emploi tombe en-dessous du pour cent.

## 2. Industrie et secteurs liés à la demande extérieure : évolution récente et perspectives

### 2.1. Marche des affaires dans l'industrie manufacturière

Après les très bonnes performances qui ont accompagné la période 2004-2008, l'industrie manufacturière helvétique a très soudainement été rattrapée par la crise financière et économique. L'industrie manufacturière helvétique ne reprend d'ailleurs des couleurs qu'une année plus tard. Depuis lors, et comme le montre l'évolution de la valeur ajoutée pour l'ensemble de l'industrie manufacturière (Graphique 2.1.1), si celle-ci chutait fortement au moment de la crise, elle s'oriente à nouveau sur une trajectoire haussière par la suite. Elle dépasse même, en termes de valeur ajoutée, le sommet atteint au deuxième trimestre 2008 dès le deuxième trimestre 2011 pour atteindre un nouveau sommet lors du dernier trimestre 2011. Elle montre une tendance légèrement baissière tout au long de l'année 2012. L'orientation est à la hausse depuis lors. Au deuxième trimestre 2014, la valeur ajoutée créée par l'industrie manufacturière approche de très près le niveau inégalé atteint à fin 2011. Dans un contexte relativement difficile (franc surévalué et incertitudes, en particulier européennes), l'industrie manufacturière résiste bien et réalise, prise dans son ensemble, de bons résultats. Par rapport au premier trimestre 2014, la valeur ajoutée augmente au deuxième trimestre 2014 (+0,71%) pour dépasser de 2,6% le niveau prévalant une année auparavant.

Graphique 2.1.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, industrie manufacturière, du 1<sup>er</sup> trim. 2004 au 2<sup>ème</sup> trim. 2014, série désaisonnalisée

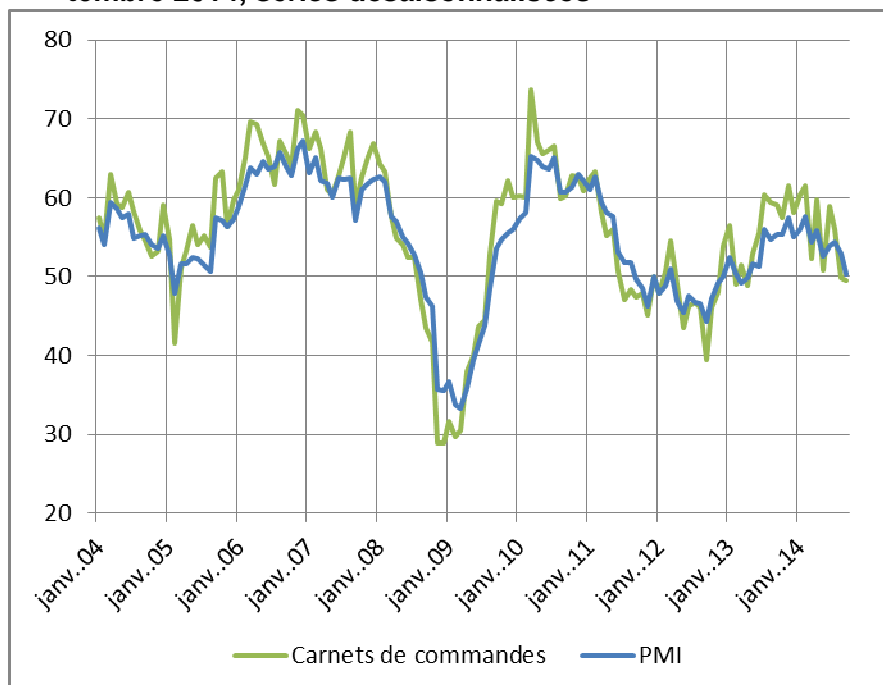


Source : SECO.

A l'inverse, l'indice des directeurs d'achat (PMI) recule de 2,5 point en septembre 2014 par rapport au mois précédent. Élément qui reste néanmoins positif pour l'industrie manufacturière helvétique, celui-ci continue à évoluer très légèrement au-dessus du seuil de croissance qui se situe à 50 points. Celui-ci clôture, en effet, en septembre 2014 à 50,4 points (Graphique 2.1.2). Quant à l'indice lié aux carnets de commandes, également orienté à la baisse, il se situait à 49,6 points en septembre 2014. En bref, l'industrie manufacturière helvétique offre une bonne résistance. Les directeurs d'achat du secteur se montrent cependant moins optimistes qu'en début d'année. Le franc reste fort et le contexte est marqué par de fortes incertitudes, en particulier quant à l'évolution future de l'économie européenne, auxquelles viennent se greffer des troubles et tensions géopolitiques, à l'instar de la crise ukrainienne. De plus, comment évoluent les différentes branches exportatrices ? De concert ? Ou connaissent-elles des évolutions contrastées ? Dans la partie qui suit, une analyse

détaillée des principaux secteurs d'exportation et de leur performance récente va nous permettre de mettre en évidence des évolutions différenciées entre branches.

**Graphique 2.1.2 : Indice PMI et indice des carnets de commandes, de janvier 2004 à septembre 2014, séries désaisonnalisées**



Source : Procure.ch/CS.

## 2.2. Évolution des exportations de marchandises

Si nous nous arrêtons tout d'abord brièvement sur le poids des différentes branches industrielles exportatrices suisses, le poids qu'y occupe l'industrie chimique et pharmaceutique étonne. En effet, à elle seule, celle-ci représentait plus de 40% des exportations totales de marchandises suisses en 2013 (Tableau 2.2.1). L'industrie des machines et de l'électronique qui suit, en deuxième position, ne pèse que 16,6%. L'horlogerie occupe la troisième position avec une part qui s'élève à 10,8%. Les instruments de précision et la métallurgie se placent au quatrième et cinquième rang avec des parts avoisinant, respectivement, 7,3% et 6%. Notons que si l'on additionne les trois branches que sont l'industrie des machines et de l'électronique, des instruments de précision ainsi que de la métallurgie et qui forment l'essentiel de l'industrie MEM, cette dernière obtient un poids très significatif, avec une part approchant les 30% au total des exportations de marchandises suisses.

**Tableau 2.2.1 : Exportations selon les branches, parts en mio. CHF et en %, 2013**

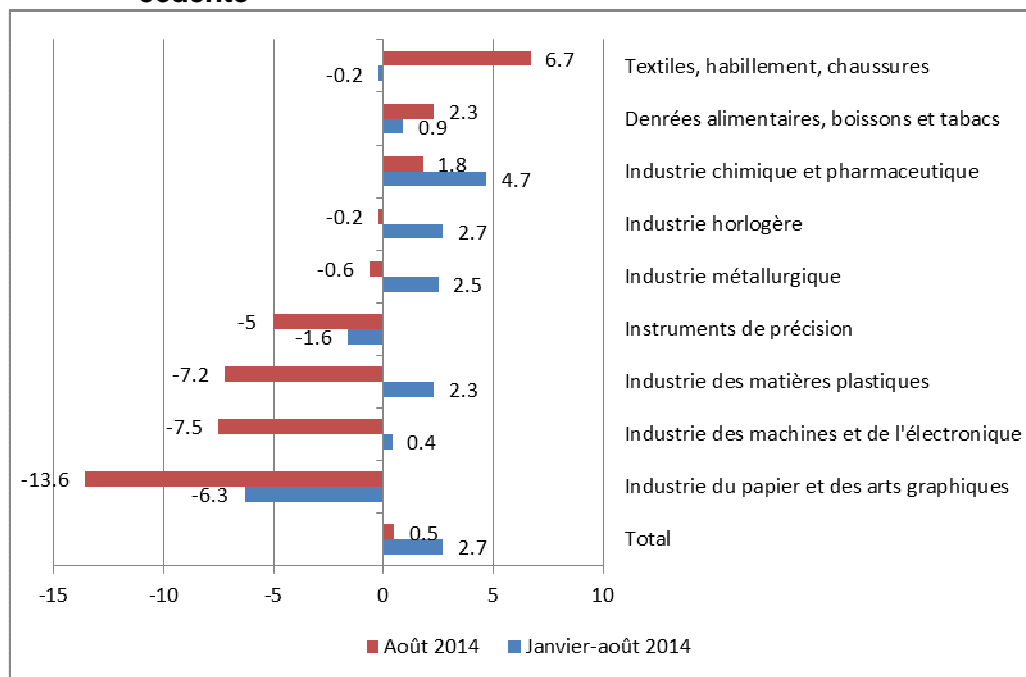
<b>Branches</b>	<b>Mio. CHF</b>	<b>Part en %</b>
<i>Industrie chimique et pharmaceutique</i>	80'981	40.2
<i>Machines et électronique</i>	33'312	16.6
<i>Horlogerie</i>	21'833	10.8
<i>Instruments de précision</i>	14'645	7.3
<i>Métallurgie</i>	12'077	6.0
<i>Denrées alimentaires, boissons et tabacs</i>	8'211	4.1
<i>Industrie des matières plastiques</i>	3'445	1.7
<i>Textiles, habillement, chaussures</i>	3'097	1.5
<i>Industrie du papier et des arts graphiques</i>	2'140	1.1
...	...	...
<b>Exportations totales</b>	<b>201'260</b>	<b>100</b>

Source : AFD.

Comment se comportent ces mêmes exportations en août 2014 ? Prises globalement, celles-ci connaissent une évolution légèrement positive de 0,5%, et ce en comparaison avec le même mois de l'année précédente. Précisons que, corrigées du jour ouvrable en moins, elles augmentent de 5,5%. Sans correction, seules trois branches affichent un résultat positif (Graphique 2.2.1). L'industrie du textile, habillements et chaussures arrivent nettement en tête avec une croissance de 6,7%. Suivent, respectivement, l'industrie des « denrées alimentaires, boissons et tabacs » et l'industrie chimico-pharmaceutique avec des croissances de 2,3% et de 1,8%. L'industrie horlogère fait, au mois d'août, du surplace (-0,2%) comme celle de la métallurgie (-0,6%). Les instruments de précision reculent de 5%. L'industrie des matières plastiques et celle des machines affichent des retraits de 7,2% et de 7,5%. La plus mauvaise performance à l'exportation revient à l'industrie du papier et des arts graphiques, avec un recul de 13,6%.

Si l'on s'arrête maintenant sur la performance cumulée des différentes branches d'exportations pour la période allant de janvier à août 2014, les exportations dans leur ensemble affichent cette fois-ci une croissance de 2,7%. Sur la période, six branches connaissent ainsi des résultats positifs. L'industrie chimique et pharmaceutique occupe la première position avec une augmentation de 4,7%. Elle est suivie par l'industrie horlogère, l'industrie métallurgique et l'industrie des matières plastiques qui croissent respectivement de 2,7%, 2,5% et 2,3%. L'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs ainsi que celle des machines affichent des croissances très légèrement positives de 0,9% pour la première et de 0,4% pour la seconde. Quant à l'industrie textile, habillement et chaussures, celle-ci voit ses ventes reculer de 0,2% alors que celles du secteur des instruments de précision s'effritent de 1,6%. C'est encore une fois à l'industrie du papier et des arts graphiques que revient la plus mauvaise performance sur la période, avec une baisse de 6,3%.

**Graphique 2.2.1 : Exportations selon les branches en août 2014 et en janvier-août 2014, variations nominales (en %) par rapport à la même période de l'année précédente**



Source : AFD.

Du point de vue géographique, l'Europe constitue toujours – et de loin – le principal débouché des exportations de marchandises helvétiques puisque 58,5% de celles-ci s'y dirigeaient en 2013 (Tableau 2.2.2). La part du continent européen est, néanmoins, en régression puisqu'elle dépassait 66% en 2006. Suivent l'Asie et l'Amérique, avec respectivement, des parts de 21,8% et 16,7% en 2013. Par pays, l'Allemagne occupe toujours la première place : sa part au total des exportations de marchandises atteignait les 18,7% en 2013. Les États-Unis, avec une part de 11,6%, sont en deuxième position. Viennent ensuite l'Italie, la France et le Royaume-Uni avec, respectivement, 7,2%, 7,0% et 4,4%. Observons que la Chine occupe le 6<sup>ème</sup> rang en 2013 avec une part s'élevant à 4,1%.

**Tableau 2.2.2 : Exportations par continents**

Continent	2013 Mio. CHF	Part en %	
		2006	2013
Europe	117'644	66.3	58.5
Asie	43'954	16.7	21.8
Amérique	33'515	14.5	16.7
- Amérique du Nord	26'523	11.8	13.2
- Amérique latine	6'717	2.5	3.3
Afrique	3'562	1.5	1.8
Océanie	2'585	1.0	1.3
<b>Total</b>	<b>200'612</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : AFD.

Comment les exportations de marchandises helvétiques prises globalement ont-elles évolué en août 2014 du point de vue des principales zones d'exportations ? Les évolutions sont fortement contrastées. Les exportations en direction de l'Europe reculaient de 2,6%. Elles perdaient du terrain

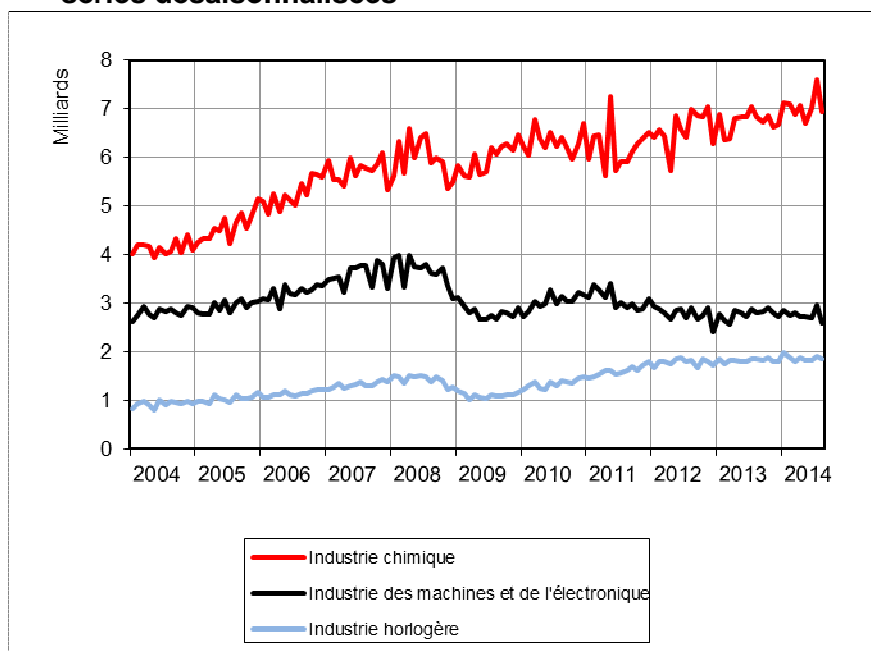
en Allemagne (-10,2%) et en Italie (-13,8%). Elles progressaient néanmoins vers la France (+21,4%). Les ventes vers l'Amérique du Nord augmentaient également (+12,7%), en particulier grâce aux États-Unis (+17%). Elles étaient aussi en hausse vers le continent asiatique (+2,8%). Elles doublaient quasiment en direction de l'Arabie saoudite (+93,3%) et augmentaient d'un cinquième vers la Chine (+20,9%). A l'inverse, elles s'affichaient en retrait vers Hong Kong (-6,8%), les Émirats arabes unis (-11,3%) et Singapour (-23,3%). Enfin, les exportations bondissaient en Océanie (+21,6%) mais chutaient en Amérique latine (-11,7%). Elles étaient stables en direction de l'Afrique (-0,1%)

Une analyse, en données désaisonnalisées, pour trois des plus « grands » secteurs exportateurs – la chimie, l'industrie des machines et de l'électronique, l'industrie horlogère – permet de mettre en évidence des situations et des trajectoires différenciées pour chacun d'eux. Ainsi, les exportations de l'industrie chimique et pharmaceutique – après s'être orientées sur une pente descendante en particulier dans la deuxième moitié de l'année 2008 – sont reparties, non sans soubresauts, sur une trajectoire haussière et ce, jusqu'en mars 2010 où un premier pic est atteint (Graphique 2.2.2). Elles se sont par la suite maintenues à un niveau relativement élevé – malgré de fortes irrégularités dans leur évolution – pour atteindre un nouveau sommet absolu en mai 2011. C'était jusque-là le seul mois où la barre des 7 milliards de francs d'exportation (en données désaisonnalisées) avait été franchie ! Après être très courtement reparties à la baisse, les exportations de l'industrie chimico-pharmaceutique sont à nouveau positionnées sur un trend orienté à la hausse. Précisons, à ce propos, qu'elles ont à nouveau franchi à plusieurs reprises la barre des 7 milliards depuis lors, et plus particulièrement en 2014. Le sommet de mai 2011 est même pour la première fois dépassé en juillet 2014 avec plus de 7,6 milliards de francs d'exportations (en données désaisonnalisées). Cette industrie, dans sa composante « pharma », devrait poursuivre sur sa lancée. En effet, ses revenus proviennent en grande partie des dépenses de santé et celles-ci vont continuer à croître à l'échelle mondiale à moyen-long terme. L'industrie pharmaceutique fait ainsi face à une demande peu sensible aux cycles économiques et ses exportations devraient continuer à croître.

Quant à l'industrie horlogère, et si la crise de 2008-2009 lui avait fait temporairement perdre son dynamisme, ses exportations s'affichent depuis lors sur un trend clairement haussier. Celle-ci a d'ailleurs régulièrement dépassé en 2011 les niveaux mensuels record enregistrés avant-crise. Ainsi, depuis mars 2011, et en données désaisonnalisées, ses exportations se situent la plupart du temps à un niveau plus élevé que le sommet, légèrement supérieur à 1,51 milliards de francs, atteint tant en avril et qu'en juin 2008. Un nouveau record mensuel absolu a été atteint en janvier 2014, avec plus de 1,97 milliards de francs d'exportations (en données désaisonnalisées). Depuis lors, les exportations horlogères tendent à plafonner, entre 1,8 et 1,9 milliards de francs d'exportations mensuelles. En bref, l'industrie horlogère, qui a retrouvé une forme olympique après la crise, devrait continuer à évoluer à des hauts niveaux. Peut-être connaîtra-t-elle, à l'un ou l'autre moment, un moindre dynamisme ou plafonnera-t-elle de temps à autre. La force du franc n'est, cependant, pas un handicap pour une industrie qui évolue dans des produits haut, voire très haut-de-gamme – dans le hors prix – et qui, de plus, bénéficie d'une très bonne diversification internationale.

Du côté de l'industrie des machines et de l'électronique, et suite à la crise, la tendance a été, dans un premier temps, haussière. Néanmoins, l'industrie des machines et de l'électronique n'est jamais parvenue à retrouver les niveaux d'exportation obtenus avant-crise. En effet, celles-ci dépassaient légèrement la barre des 3,4 milliards de francs en mai 2011, et ce alors qu'avant-crise, c'était parfois la barre des 4 milliards qui servait de référence. Depuis lors, la tendance est plutôt baissière et les exportations de l'industrie des machines et de l'électronique oscillent sur la période récente plutôt en dessous de la barre des 3 milliards de francs. Elles reviennent mêmes sur la période très récente aux niveaux qu'elles avaient atteints durant la dernière crise. Pour les branches plus traditionnelles, à l'instar de l'industrie des machines et de l'électronique et plus encore pour celle du papier et des arts graphiques, les temps à venir continueront à être difficiles. Un franc toujours surévalué et un contexte fortement marqué par les incertitudes, en particulier en Europe, continueront, en effet, à peser fortement sur celles-ci.

**Graphique 2.2.2 : Exportations, valeurs nominales mensuelles, de janvier 2004 à août 2014, séries désaisonnalisées**

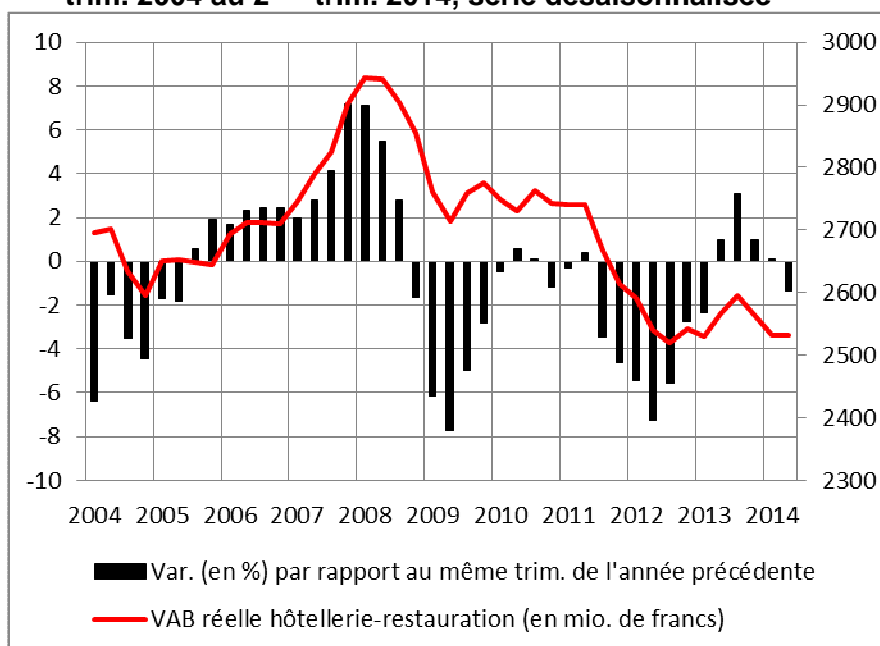


Source : AFD.

### 2.3. L'évolution récente dans l'hôtellerie-restauration

Après une période de croissance, du début 2005 au début 2008, l'hôtellerie-restauration est rattrapée par la crise. Sa valeur ajoutée s'affiche en baisse pendant une année. Si elle repart ensuite à la hausse, elle s'oriente à nouveau clairement à la baisse dans la deuxième moitié de 2011, et ce sans que la branche ne soit revenue aux hauts niveaux d'activité atteints juste avant-crise (Graphique 2.3.1). Observons que, depuis mi-2012, la situation semble s'être stabilisée et que celle-ci s'améliorait même quelque peu durant la première moitié de 2013. Cette dernière ne fut malheureusement que temporaire.

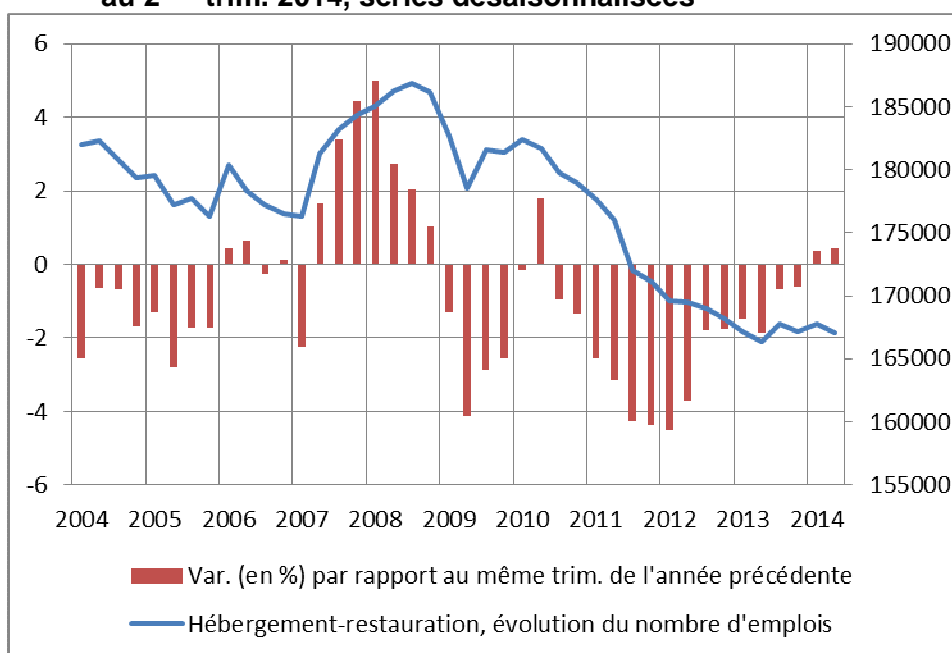
**Graphique 2.3.1 : Évolution de la valeur ajoutée brute réelle, hôtellerie-restauration, du 1<sup>er</sup> trim. 2004 au 2<sup>ème</sup> trim. 2014, série désaisonnalisée**



Source : SECO.

Quant à l'évolution de l'emploi dans la branche de l'hébergement-restauration, il a surtout été haus- sier de début 2007, et ce jusqu'au troisième trimestre 2008 (Graphique 2.3.2). À l'instar de la valeur ajoutée, l'emploi s'oriente à la baisse suite à la crise. Il repart à la hausse pendant une petite année. Néanmoins, et depuis le deuxième trimestre 2010, il est à nouveau clairement orienté à la baisse. Observons que, depuis mi-2013, la situation semble en voie d'amélioration. Ainsi, après avoir oc- cupé presque 187'000 personnes (en données désaisonnalisées et en équivalents plein temps) au troisième trimestre 2008, l'hôtellerie-restauration touche un point bas pour la période sous-analyse en occupant un peu plus de 166'300 personnes au deuxième trimestre 2013. Au deuxième trimestre 2014, la branche de l'hôtellerie-restauration avait légèrement regagné en importance puisqu'elle mobilisait un peu plus de 167'000 personnes. Que nous dit, à ce propos, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS pour la branche de l'hébergement-restauration ? Celui-ci n'avait été supérieur à 1 (ce qui indique une potentielle augmentation de l'emploi au trimestre suivant) que sur deux périodes : de début 2006 jusqu'au troisième trimestre 2008 ainsi que sur une petite année entre fin 2009 et mi-2010 (Graphique 2.3.3). Dans la deuxième moitié de l'année 2010, il repart à la baisse et se situe à un niveau inférieur à 1, indiquant – de trimestre en trimestre – une potentielle diminution de l'emploi. Notons néanmoins que, depuis mi-2012, il s'est orienté à la hausse et évolue depuis une année soit très légèrement en dessus, soit très légèrement en dessous de la barre de 1.

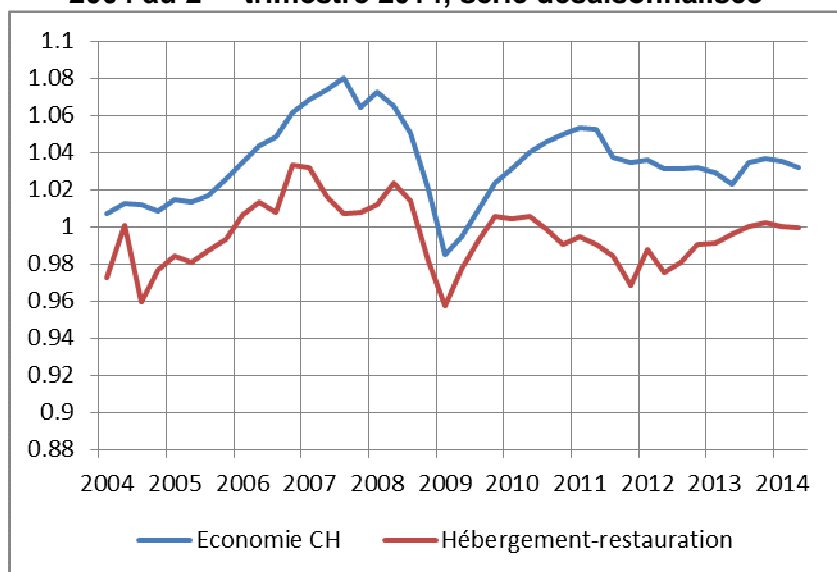
**Graphique 2.3.2 : Évolution de l'emploi (EPT), hébergement-restauration, du 1<sup>er</sup> trim. 2004 au 2<sup>ème</sup> trim. 2014, séries désaisonnalisées**



Source : OFS, propre désaisonnalisation.



**Graphique 2.3.3 : Indicateurs des prévisions d'évolution de l'emploi de l'OFS, 1<sup>er</sup> trimestre 2004 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014, série désaisonnalisée**



Source : OFS, propre désaisonnalisation.

La situation semble quelque peu stabilisée dans la branche de l'hôtellerie-restauration. Le potentiel de croissance y demeure néanmoins très limité. Tant que le franc suisse continuera à être surévalué, en particulier par rapport à l'euro, la situation demeurera difficile dans la branche touristique. En effet, un franc suisse trop fort décourage les visiteurs européens à passer leurs vacances en Suisse alors que, dans le même temps, la force du franc constitue, pour le citoyen suisse, une sérieuse invitation à séjourner hors des frontières du pays. Seul point positif, les touristes venant des pays émergents devraient continuer à croître. Ils ne compenseront néanmoins pas une clientèle venue des pays voisins d'Europe et qui s'est faite plus rare après la crise de 2008 et dans une Europe à la conjoncture toujours très incertaine.

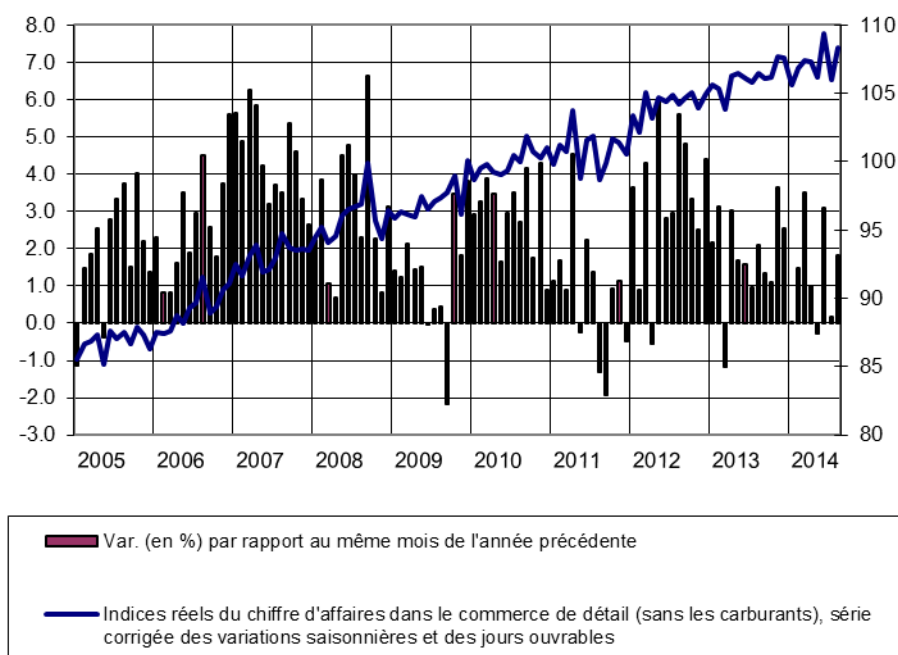
### **3. Les secteurs orientés sur le marché intérieur**

Sur le front de la demande intérieure, la bonne marche des affaires dans le secteur de la construction devrait se poursuivre pour l'année en cours. Quant au secteur du commerce de détail, son évolution en 2014 devrait être relativement identique à celle de 2013 et le chiffre d'affaires réel devrait, sur l'ensemble de l'année 2014, à nouveau enregistrer une croissance positive.

#### **3.1. Le commerce de détail**

L'analyse d'une série corrigée des variations saisonnières et des jours ouvrables du chiffre d'affaires du commerce de détail (hors carburants) nous montre, depuis 2005, un indice réel tendanciellement haussier (Graphique 3.1.1). Un sommet absolu a été atteint en juin 2014. Observons qu'en août 2014, il évolue à un niveau supérieur (+1,8%) à celui atteint une année auparavant. Il est également en hausse par rapport au mois précédent (+2,2%).

**Graphique 3.1.1 : Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail, indices réels, série désaisonnalisée et corrigée des jours ouvrables, de janvier 2005 à août 2014**



Source: OFS.

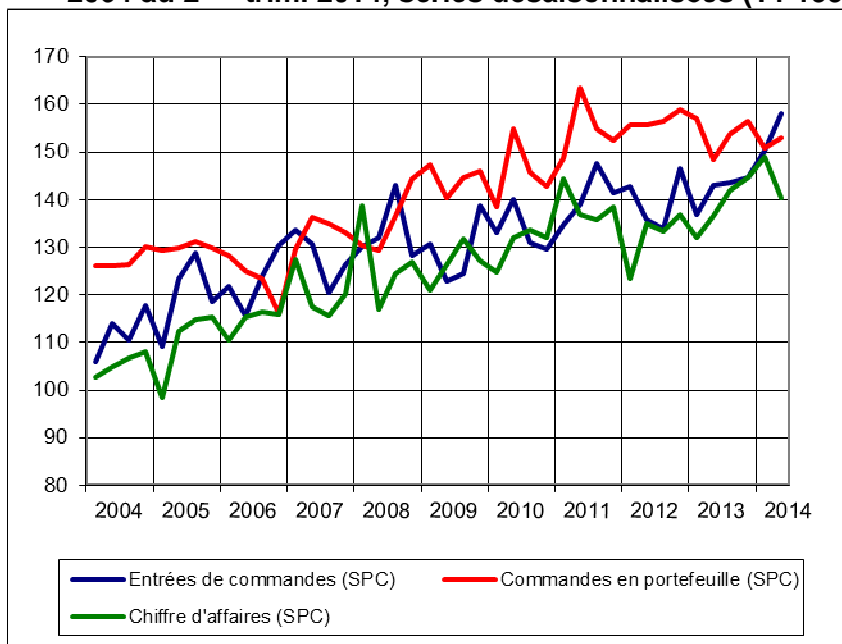
Depuis 2011, les activités dans le commerce ont souffert de l'érosion des prix et d'un tourisme d'achats à l'étranger, les mêmes maux devraient continuer à se faire sentir dans la période à venir, et ce plus particulièrement tant que le franc suisse continuera à être surévalué. Une population qui devrait toujours continuer à croître en 2014 compensera et continuera à soutenir la marche des affaires dans la branche du commerce de détail. En bref, le commerce de détail devrait vivre une année 2014 relativement similaire à celle de 2013 et enregistrer, au final, une croissance positive au niveau de son chiffre d'affaires réel.

### 3.2. Le secteur de la construction

La bonne marche des affaires dans le secteur de la construction devrait se poursuivre tout au long de l'année 2014. Une analyse en données désaisonnalisées du chiffre d'affaires et des commandes dans le secteur principal de la construction (SPC) nous montre que la tendance est globalement haussière depuis 2004, que ce soit au niveau du chiffre d'affaires, des entrées de commandes ou encore des commandes en portefeuille (Graphique 3.2.1). Après avoir atteint certains sommets – souvent en 2011 –, puis plafonnés un certain temps, certains indicateurs, comme nous allons le voir, atteignent de nouveaux sommets en 2014. Ainsi, si l'indice lié au chiffre d'affaires avait atteint un relatif sommet au premier trimestre 2011 et qu'il a été orienté par la suite à la baisse pendant une année, il est à nouveau reparti à la hausse depuis deux ans. Il atteint même un nouveau sommet absolu au premier trimestre 2014. Au deuxième trimestre, il s'affiche en retrait par rapport au mois précédent. Son niveau reste néanmoins très élevé en comparaison historique. L'indice lié aux entrées de commandes suit une trajectoire relativement identique. Si celui-ci avait connu un sommet absolu pour la période sous-analyse au troisième trimestre 2011 et que, par la suite, il a plafonné un certain temps à un relativement haut niveau, il atteint également au premier trimestre 2014 un pic inégalé jusque-là. A l'inverse du chiffre d'affaires, l'indice lié aux entrées de commande continue même son ascension au deuxième trimestre 2014 pour atteindre un nouveau sommet absolu ! Quant à l'indice lié aux commandes en portefeuilles, celui-ci avait déjà atteint un sommet absolu au deuxième trimestre 2011. Depuis lors, et malgré un trend très légèrement baissier, il se situe tou-

jours à un haut niveau. En bref, très bonne nouvelle, l'indice lié aux entrées de commandes est à un niveau record et, de manière générale, les indices dans le SPC continuent à évoluer à des hauts niveaux. Quant est-il de l'emploi dans la construction ? Celui-ci est-il toujours en croissance ou tend-il à plafonner ?

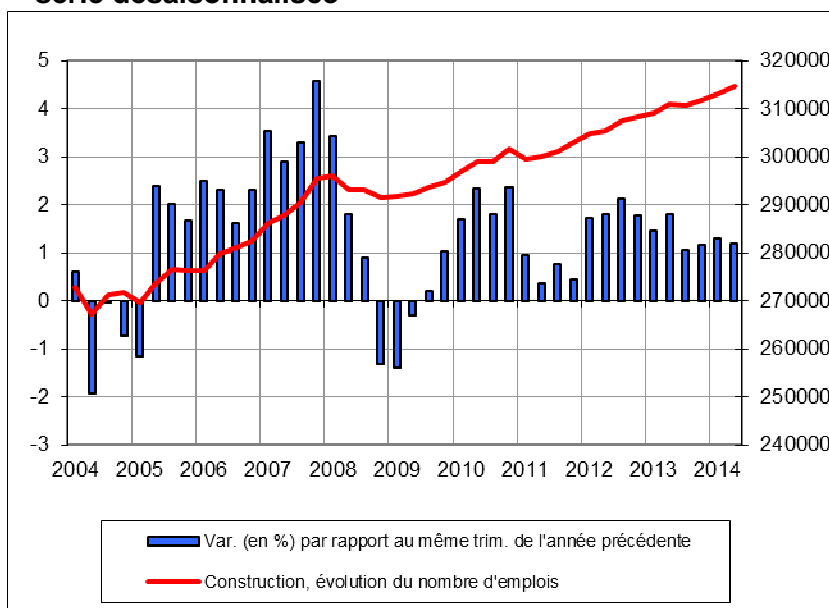
**Graphique 3.2.1 : Évolution du chiffre d'affaires, des entrées et des commandes en portefeuille pour le secteur principal de la construction (SPC), du 1<sup>er</sup> trim. 2004 au 2<sup>ème</sup> trim. 2014, séries désaisonnalisées (T1 1996 = 100)**



Source : SSE/SBV.

Du point de vue de l'emploi (en équivalents plein temps) – et cette fois pour l'ensemble du secteur de la construction – la tendance est à la hausse depuis fin 2008 (Tableau 3.2.2). Si un sommet pour l'ensemble de la période sous analyse semblait avoir été atteint lors du premier trimestre 2008, il a été dépassé dès le premier trimestre 2010 ! En données désaisonnalisées, on passe même pour la première fois la barre des 300'000 emplois au 4<sup>ème</sup> trimestre 2010 et celle des 310'000 emplois au deuxième trimestre 2013 ! C'est un nouveau sommet absolu qui est atteint au deuxième trimestre 2014. À cette dernière date, le secteur de la construction pris dans son ensemble occupe un peu plus de 314'500 personnes en équivalents plein temps.

**Graphique 3.2.2 : Construction, évolution des emplois (en équivalents plein temps), série désaisonnalisée**



Source : OFS.

La bonne marche du secteur de la construction tout au long de la crise et encore aujourd'hui pose la question des perspectives futures du secteur. La plupart des indicateurs dans le SPC continuent à évoluer à des hauts niveaux et l'indicateur lié aux entrées de commandes atteint même un nouveau sommet. L'emploi continue à croître. De plus, l'indice de la construction concocté conjointement par la SSE et le Crédit Suisse suit un trend fortement haussier depuis 2004. Il atteint des sommets aujourd'hui, même si celui-ci montre qu'il pourrait plafonner à l'avenir, néanmoins à un très haut niveau. Il est vrai que le pays fait face à certaines incertitudes politiques (loi sur les résidences secondaires, initiative contre l'immigration de masse, nouvelle loi sur l'aménagement du territoire, etc.). Les experts de la SSE et du Crédit Suisse notent néanmoins dans leur bulletin que ces éléments ne devraient guère influencer le chiffre d'affaires dans le SPC avant 2015/2016. Au niveau de la construction de logements (qui représente tout de même la moitié des dépenses dans la construction), l'environnement – avec des taux d'intérêt bas et une population toujours croissante en Suisse – demeure des plus favorables. Si l'on ajoute que les besoins en habitations des suisses existent toujours – en particulier dans les grandes agglomérations du pays où le prix des loyers a explosé ces dernières années et les taux de vacance se sont fortement réduits –, le potentiel à construire en Suisse reste bien présent. L'année 2014 devrait être une année à nouveau prospère pour la construction.